



Financial matters

2010 Accounts

Contents:

1. Rapport de l'expert comptable sur les comptes de l'exercice 2010	3
2. Accountant's report – Statement on the 2010 accounts (BIML translation)	4
3. Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010.	5
4. Accountant's report – Annual accounts for the year 2010 (BIML translation)	23
5. Budget for the 2009-2012 period voted by the 13 th Conference in 2008 (FR+EN)	41
6. Resolution 27 of the 45 th CIML Meeting (Orlando, 2010), English only.	43

ORGANISATION INTERNATIONALE DE METROLOGIE LEGALE
11 rue Turgot
75009 PARIS

RAPPORT DE L'EXPERT COMPTABLE
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2010

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'Article 21 du règlement financier révisé de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale et à notre lettre de mission du 22 Novembre 2010, nous avons audité les états financiers de l'OIML au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport et se caractérisant par les données suivantes :

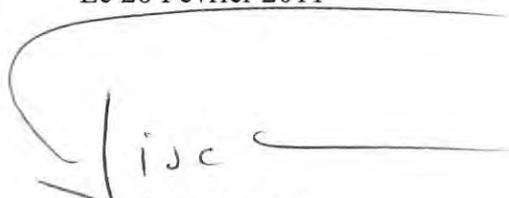
✓ Total du bilan	3 786 348 €
✓ Résultat de l'exercice	- 1 642 725 €

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes, sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les états financiers, dans tous leurs aspects significatifs, donnent une image fidèle de la situation financière de l'OIML au 31 Décembre 2010 ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables au secteur public (normes IPSAS), au règlement financier révisé ainsi qu'à la résolution 27 de la 45^{ème} réunion du CIML.

Fait à Montrouge,
Le 28 Février 2011



Mr F. FISCHER
Expert Comptable

INTERNATIONAL ORGANIZATION OF LEGAL METROLOGY
11 rue Turgot
75009 PARIS

REPORT BY THE CHARTERED ACCOUNTANT
ON THE ACCOUNTS FOR FINANCIAL YEAR 2010

(BIML translation)

Dear Mr. Director,

In accordance with Article 21 of the revised Financial Regulations of the International Organization of Legal Metrology and our assignment letter dated 22 November 2010, we have audited the financial situation of the OIML for the period that ended on 31 December 2010, as attached to this report and as summarized below:

- Total balance 3 786 348 €
- Result for the exercise – 1 642 725 €

Our responsibility is to express our opinion on these accounts, on the basis of our audit.

We carried out our audit adhering to international audit standards. These standards require us to apply due diligence in order to enable us to be sure, to a reasonable degree, that the accounts do not contain any significant abnormalities. An audit consists in examining, by sampling, probative elements that justify the data in the accounts. It also consists in evaluating the accounting procedures that were followed, and the main estimations that were used as a basis for closing off the accounts and for evaluating their global presentation. We consider that our audit forms a reasonable basis for expressing our opinion.

In our opinion, the financial statements, in all their main aspects, provide an accurate picture of the financial situation of the OIML as at 31 December 2010, as do the operational result and the cash flow statement for the financial exercise closed off at that date, which are in conformity with the accounting standards that are applicable to the public sector (IPSAS Standards), to the revised Financial Regulations, and to Resolution 27 of the 45th CIML Meeting.

Drawn up in Montrouge,
28 February 2011

Mr. F. FISCHER
Chartered Accountant



Comptes annuels de l'exercice clos le

31 décembre 2010

Rapport établi le 28 février 2011

SOMMAIRE

1	Etat de la situation financière au 31 decembre 2010.....	3
2	Etat de la performance financière	4
3	Notes annexes	4
	Règles et methodes comptables	5
	Notes sur le Bilan.....	9
	Notes sur le Résultat	16
4	Variation des capitaux propres.....	17
5	Tableau des flux de trésorerie au 31 decembre 2010.....	18

1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2010

ACTIF	31/12/2010	31/12/2009
Actifs à court terme		
Disponibilités	1 209 697 €	960 454 €
Créances Etats membres	50 874 €	92 102 €
Créances Membres Correspondants	63 203 €	73 703 €
Autres Créances – Certificats	40 425 €	29 139 €
Autres créances	39 699 €	35 916 €
Charges constatées d'avance	8 858 €	19 059 €
TOTAL (I)	1 412 755 €	1 210 374 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	48 610 €	79 254 €
Terrain	819 000 €	
Immeubles - murs	1 135 015 €	4 723 €
Agencements	342 225 €	115 440 €
Matériel de transport		
Matériel de bureau et informatique	12 002 €	6 475 €
Mobilier	15 037 €	18 871 €
Logiciels	1 703 €	
TOTAL (II)	2 373 592 €	224 762 €
TOTAL GENERAL (I à II)	3 786 348 €	1 435 136 €

PASSIF	31/12/2010	31/12/2009
Passifs à court terme		
Etats membres - avances		
Autres dettes	75 267 €	73 674 €
Total passif à court terme (I)	75 267 €	73 674 €
Passifs à long terme		
Avantages au personnel	2 158 500 €	415 993 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	2 158 500 €	415 993 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	1 552 580 €	945 468 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
Ecart réévaluation immeuble	2 249 837 €	
Réserves et report à nouveau	890 144 €	847 391 €
Résultat	-1 642 725 €	42 754 €
Total actif net (IV)	1 552 580 €	945 468 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

2 ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

PRODUITS EXPLOITATION	31/12/2010	31/12/2009
Participation contributive Etats Membres	1 767 140 €	1 642 560 €
Autres produits opérationnels	90 562 €	122 916 €
Total produits exploitation (I)	1 857 702 €	1 765 476 €
CHARGES EXPLOITATION		
Rémunérations, salaires et avantages du personnel	1 258 736 €	1 201 681 €
Charges liées à l'activité	437 408 €	475 250 €
Dotations aux amortissements	84 179 €	34 572 €
Provision Comptes clients		13 600 €
Provision engagement retraite OIML	1 723 549 €	
Autres charges opérationnelles	-14 037 €	-3 343 €
Total charges exploitation (II)	3 489 836 €	1 721 760 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (III=I-II)	-1 632 134 €	43 716 €
Résultat financier	7 275 €	7 845 €
Résultat exceptionnel	-17 866 €	-8 807 €
Total produits / charges non opérationnels (IV)	-10 592 €	-962 €
SOLDE NET DE L'EXERCICE	-1 642 725 €	42 754 €

3 NOTES ANNEXES

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010.

L'arrêté des comptes a été fait par le Directeur du Bureau en date du 28 février 2011 conformément aux dispositions de l'article 20 du règlement financier révisé de l'OIML.

Les documents de synthèse annuels établis conformément à l'annexe 3 du règlement financier révisé de l'OIML comprennent les états financiers suivants : bilan, compte de résultat, notes annexes aux états financiers, tableau de flux de trésorerie, tableau de variation des capitaux propres.

Les notes ou tableaux ci-après font donc partie intégrante des états financiers annuels :

Note 1	Principales méthodes comptables.....	5
Note 2	Détail des disponibilités	9
Note 3	Analyse des soldes des Etats Membres	9
Note 4	Détail des autres créances.....	12
Note 5	Détail des charges constatées d'avance	12
Note 6	Détail des immobilisations financières.....	12
Note 7	Détail des créances à long terme	12
Note 8	Etat des immobilisations et amortissements.....	13
Note 9	Détail des autres dettes	13

Note 10	Détail des avantages du personnel.....	14
Note 11	Bilans dans l'hypothèse d'une inscription de la totalité des droits acquis.....	14
Note 12	Analyse des autres provisions	15
Note 13	Etats des abonnements des Membres Correspondants.	16
Note 14	Détails des produits et charges - exécution du budget.....	16
Note 15	Détail des dotations / reprises de provisions	17
Note 16	Détail des produits exceptionnels.....	17
Note 17	Détail des charges exceptionnelles	17

Règles et méthodes comptables

Note 1 Principales méthodes comptables

Les états financiers de l'OIML sont établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public, IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité du secteur public de l'IFAC (International Federation of Accountants). En l'absence de normes IPSAS, ce sont les normes IAS (IFRS) qui sont appliquées.

Monnaie de référence et monnaies de présentation

Le règlement financier de l'Organisation Internationale de Métrologie Légale révisé au 1er janvier 2006 prévoit à son article 2 que l'unité de compte prévue par la convention créant l'OIML est le Franc-Or, dont la parité par rapport au Franc Français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Toutefois, le Règlement (CE) N° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 a remplacé le Franc Français par l'Euro à compter du 1er janvier 1999, et dispose que "Les références aux unités monétaires nationales qui figurent dans des instruments juridiques existant à la fin de la période transitoire doivent être lues comme des références à l'unité euro en appliquant les taux de conversion respectifs." En conséquence, la Banque de France n'a pas maintenu l'unité de compte "Franc-Or".

Compte tenu de ces dispositions, les différents états financiers et états de comptabilité de l'OIML sont tenus en Euros.

Principales méthodes utilisées

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices et conformément aux dispositions du règlement financier révisé au 1er janvier 2006 (RF).

Immobilisations corporelles (RF- article 4.1)

Les terrains et immeubles dont l'OIML est propriétaire sont évalués conformément à la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML reproduite ci-après :

The Committee took note of the report on the pension system and of the comments made by Mr. Peter Mason and Dr. Philippe Richard.

The Committee noted that the re-evaluated assets cover much more than the value of the rights acquired and that there will be no need to call for any additional Member State contributions to face this liability.

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*
- *include in the revision of the OIML Financial Regulations this implementation of the IPSAS standards, and specify the rules and periodicity for the re-evaluation of the OIML building in the OIML assets*

Ceci se traduit par la revalorisation des actifs immobilisés et par la comptabilisation d'un écart de réévaluation au niveau des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010.

Les autres installations et équipements dont l'OIML est propriétaire sont comptabilisés à leur coût historique diminué des amortissements.

L'amortissement est calculé linéairement de manière à étaler le coût de chaque actif sur la durée d'utilisation estimée comme suit :

- * Terrain..... pas d'amortissement
- * Immeubles, murs..... 50 ans
- * Immeubles, toit et ravalement..... 20 ans
- * Immeubles, aménagements..... 10 ans
- * Agencements, aménagements et installations..... 5 à 10 ans
- * Autres immobilisations corporelles..... 3 à 10 ans

Immobilisations incorporelles (RF- article 4.2)

Le coût des logiciels informatiques, lorsqu'ils constituent des actifs, sont amortis linéairement selon une durée d'utilisation ne pouvant excéder 3 ans.

Immobilisations financières (RF- article 4.3)

Les immobilisations financières comprennent notamment les prêts au personnel.

Instruments financiers (RF article 5)

Dans les limites qui lui sont fixées par le Comité et sous le contrôle de celui-ci, le Directeur est autorisé à investir les disponibilités de l'Organisation, soit en titres ou effets facilement négociables à court terme dans l'un des pays membres de l'Organisation, soit même en investissements à long terme.

Les intérêts, dividendes, pertes et gains sur les instruments financiers, qu'ils soient réalisés ou non, sont comptabilisés dans les produits et charges du compte de résultat.

Les actifs et passifs financiers sont enregistrés à leur juste valeur à la date de clôture.

Prestations particulières sur conventions – en-cours (RF article 6)

Le Bureau peut passer des contrats avec toute organisation Internationale ou Régionale afin d'effectuer sur financement de cette organisation des travaux et prestations particuliers entrant dans le champ de compétence de l'Organisation et conforme à ses objectifs (par exemple traduction de publications de l'OIML dans une autre langue que l'Anglais et le Français). Les objectifs et les conditions de ces contrats devront être préalablement soumis à l'accord du Comité.

Les produits et charges relatifs à une prestation effectuée sur plusieurs exercices, dans le cadre de ces contrats, font l'objet des régularisations comptables appropriées pour satisfaire aux règles de constatation des produits fixées à l'article 8 (constatation des produits : cf. ci-après).

Créances d'exploitation

Les contributions des Etats Membres en retard lors de la clôture d'un exercice budgétaire seront considérées comme créances de l'Organisation et figureront comme telles à l'actif jusqu'à leur encaissement effectif.

Le cas des Etats défaillants est traité en application de l'Article XXIX de la Convention de l'OIML : la radiation d'un pays ayant atteint trois années d'arriérés est constatée automatiquement par le Directeur du Bureau International de Métrologie Légale.

En cas de radiation d'un Etat Membre, les créances de l'Organisation vis-à-vis de cet Etat feront l'objet d'une provision pour créance douteuse. Toutefois, ces créances resteront inscrites au bilan, sauf décision de la Conférence de les annuler.

Les avances et acomptes sur des charges de l'exercice suivant (par exemple acomptes versés pour l'organisation de réunions, acomptes sur travaux, etc.), peuvent être inscrits comme créances sur des fournisseurs.

Les avances reçues de clients dans le cadre des contrats visés à l'article 6 sont inscrites sur les comptes "clients" au passif du bilan.

Constatation des produits

Les produits sont comptabilisés selon les principes de la comptabilité d'engagement.

Les cotisations des Etats Membres et les abonnements forfaitaires des Membres Correspondants sont comptabilisés à leur date d'exigibilité, soit la date d'ouverture de l'exercice.

Les produits financiers sont enregistrés dans l'exercice pendant lequel ils ont couru.

Les autres revenus, y compris les remboursements de frais par des tiers sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis par l'OIML, soit selon les termes des contrats convenus soit, en l'absence de convention lors de l'émission de la facture ou de la demande de paiement.

Les cotisations des Etats Membres et abonnements forfaitaires des Membres Correspondants correspondant au paiement partiel ou total des sommes dues au titre des exercices suivants, seront inscrits comme dettes de l'Organisation vis-à-vis de ces Membres.

Réserves

Les résultats annuels, qu'ils soient déficitaires ou bénéficiaires, sont systématiquement affectés en report à nouveau pendant toute la période financière définie à l'article 1. Au terme de chaque période financière, la Conférence décide de l'affectation éventuelle en réserve.

Provisions

Les provisions sont comptabilisés quand l'OIML est tenue par une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement entraînera un emploi de ressources sans contrepartie probable et lorsqu'une estimation fiable du montant de l'obligation en cause peut être effectuée.

Avantages du personnel

Les droits à retraite acquis étaient évalués selon des modalités différentes lors des exercices 2008 et 2009.

En application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML, les droits à retraite acquis sont évalués par un actuaire et sont présentés dans la Note 10.

Ils font l'objet d'une provision pour charges établie conformément aux dispositions des normes IPSAS. Ceci se traduit par une perte exceptionnelle sur l'exercice courant correspondant à l'inscription au passif du bilan de la provision pour retraites évaluée conformément aux normes IPSAS en comparaison de l'évaluation donnée l'année précédente conformément à la règle antérieure.

Pour la comparaison avec l'exercice 2009, les tableaux de la Note 11 montrent les bilans reconstitués d'après cette règle.

Emprunts

L'OIML ne fait pas appel à l'emprunt.

Produits et charges exceptionnels

Le Directeur du Bureau peut passer par profits et pertes le montant des pertes ou gains des fonds, cession d'actifs, stocks et autres avoirs, à condition qu'un état de toutes ces sommes soit soumis au Comité et à la Conférence - en particulier, seront ainsi pris en compte les écarts entre les contributions théoriques dues par les Etats Membres et leurs versements réels, dans la mesure où ces écarts sont suffisamment faibles et qu'ils ne correspondent pas à des différences de change à constater en charges ou produits financiers

Contributions Volontaires - Dons et Legs

Le Directeur du Bureau peut accepter des contributions volontaires ainsi que des dons et legs, que ces apports soient ou non en espèces, à condition qu'ils soient offerts à des fins compatibles avec la ligne de conduite, les buts et l'activité de l'Organisation.

L'acceptation des apports qui entraînent, soit directement, soit indirectement des engagements financiers supplémentaires pour l'Organisation doit recevoir au préalable l'accord de la Conférence ou, en cas d'urgence, celui du Comité.

Les apports en biens meubles ou immeubles sont évalués en unités monétaires et inscrits au bilan de l'Organisation.

Notes sur le Bilan

Note 2 Détail des disponibilités

Détail des disponibilités	31/12/2010	31/12/2009
Caisse d'Epargne	645 091 €	339 328 €
Banque de France	199 734 €	190 186 €
Chèques Postaux	56 566 €	66 539 €
Crédit Lyonnais	189 232 €	199 983 €
Caisse	1 420 €	1 184 €
Banque de Berne	8 889 €	71 958 €
Banque de France – Centre de Traduction	102 013 €	85 513 €
Intérêts courus à recevoir	6 752 €	5 763 €
Total	1 209 697 €	960 454 €

Note 3 Analyse des soldes des Etats Membres

Les créances s'analysent comme suit :

Créances "clients"	31/12/2010	31/12/2009
Etats membres	327 116 €	383 757 €
Membres correspondants	63 203 €	73 703 €
Autres clients	40 425 €	29 139 €
Factures à établir		
Provisions dépréciation	-276 243 €	-291 655 €
Total	154 502 €	194 944 €

Le détail des créances des Etats membres et des Membres Correspondants est détaillé ci-après :

Etats Membres	Situation au 31/12/2010	Situation au 31/12/2009
ALGERIE	26 010	26 010
ARABIE SAOUDITE	13 685	13 685
CAMEROUN	79 138	79 138
R.P.D. De Corée	25 703	25 703
CUBA	13 900	13 200
EGYPTE	13 900	
ETHIOPIE	38 630	38 630
GRECE – Avance	-400	
GUINEE	36 009	36 009
IRAN	27 800	27 200
IRLANDE – Avance	-14 200	
ITALIE	5 205	
KENYA	428	5 161
LIBAN	35 689	35 689
NORVEGE – Avance	-14 200	-13 900
NVLE ZELANDE – Avance	-14 200	
PAKISTAN		13 600
POLOGNE – Avance	-28 400	-27 800
SRI LANKA	21 346	21 346
TANZANIE	13 900	13 600
TUNISIE – Avance	-13 900	
ZAMBIE	61 073	76 486
	327 116	383 757

Membres Correspondants	Situation au 31/12/2010	Situation au 31/12/2009
ARGENTINE	4 390	4 994
BARHEIN		2 140
BANGLADESH	1 230	6 114
BARBADE	3 160	3 160
BENIN	6 066	4 836
BOSNIE-HERZEGOVINE	-1 020	-1 020
BOTSWANA	3 477	2 247
BURKINA FASO	6 114	5 799
COMORES	9 172	7 942
R.P.D. De Corée	1 230	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2 350	1 120
EMIRATS ARABES UNIS		1 120
FIDJI		5 544
GABON	5 254	4 024
GUATEMALA	-1 120	1 020
ISLANDE		2 140
KOWEIT	5 094	5 094
LETTONIE	-110	
LIBYE	-5 867	-7 097
MADAGASCAR	132	104
MONGOLIE	-1 120	-1 120
MONTENEGRO	110	-1 120
MOZAMBIQUE		1 020
NEPAL	3 370	2 140
NICARAGUA	7 344	6 114
OMAN		1 120
OUZBEKISTAN	122	110
PANAMA		4 180
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	183	1 120
QUATAR	1 230	
RWANDA	2 140	2 140
SINGAPOUR		1 044
SOUDAN	1 330	100
SYRIE		1 120
TADJIKISTAN	5 515	4 285
TRINITE & TOBAGO	1 029	1 020
UEMOA	2 350	1 120
UKRAINE	49	1 120
URUGUAY		-1 090
	63 203	73 703

Les provisions sur créances Etats Membres sont les suivantes :

Pays	Provision au 31/12/2010	Provision au 31/12/2009
REP. POP. DEM. DE COREE	25 703 €	25 703 €
CAMEROUN	79 138 €	79 138 €
GUINEE	36 009 €	36 009 €
ETHIOPIE	38 630 €	38 630 €
LIBAN	35 689 €	35 689 €
ZAMBIE	61 073 €	76 486 €
Total provisions	276 243 €	291 655 €

Note 4 Détail des autres créances

Les autres créances d'un montant de 39 699 € comprennent essentiellement un solde de TVA déductible pour un montant de 28 602 € et le remboursement à recevoir d'un fournisseur correspondant à un montant trop payé de 8 230 €

Note 5 Détail des charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 8 858 € comprennent principalement des paiements de services annuels ou d'abonnements dont une partie relève de l'exercice 2011.

Note 6 Détail des immobilisations financières

Ce poste d'un montant de 48 610 € comprend des dépôts et cautionnements pour 420 € et des prêts au personnel pour 48 190 € ventilés comme suit :

Prêts au personnel	31/12/2010	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Total	48 190 €	23 320 €	24 870 €	

Note 7 Détail des créances à long terme

Aucune créance n'apparaît à long terme, hormis la part des prêts à plus d'un an (Cf. Note 6).

Note 8 Etat des immobilisations et amortissements

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Logiciels	9 745 €	8 043 €	1 703 €	7 091 €	7 091 €	
Terrain	819 000 €		819 000 €			
Immeubles – murs	1 170 750 €	35 735 €	1 135 015 €	67 230 €	62 507 €	4 723 €
Agencements	380 250 €	38 025 €	342 225 €	272 406 €	156 966 €	115 440 €
Matériel de Transport				31 944 €	31 944 €	
Matériel de bureau	86 664 €	86 359 €	305 €	86 664 €	85 224 €	1 440 €
Matériel informatique	117 808 €	106 111 €	11 698 €	107 103 €	102 069 €	5 035 €
Mobilier	65 464 €	50 427 €	15 037 €	65 007 €	46 136 €	18 871 €
TOTAL 31/12	2 649 681 €	324 699 €	2 324 982 €	637 446 €	491 938 €	145 508 €
TOTAL 01/01	637 446 €	491 938 €	145 508 €	660 813 €	481 813 €	179 001 €
Variation de l'exercice	2 012 236 €	-167 238 €	2 179 474 €	-23 368 €	10 125 €	-33 492 €

La hausse du poste immobilisations s'explique par la revalorisation de l'immeuble pour un montant de 2 340 000 € et du box pour un montant de 30 000 €

Note 9 Détail des autres dettes

Les autres dettes sont à échéance à court terme et comprennent les postes suivants :

	31/12/2010	31/12/2009
Retraite OIML	18 203 €	17 933 €
Urssaf	19 393 €	20 395 €
Ircantec	5 308 €	4 986 €
Mutuelle	3 893 €	4 031 €
Prévoyance	6 336 €	
Rémunérations dues	174 €	
Congés payés	13 887 €	11 976 €
Dettes sociales	67 193 €	59 320 €
Fournisseurs	1 205 €	6 290 €
Factures non parvenues	6 869 €	8 064 €
Total	8 074 €	14 354 €

Note 10 Détail des avantages du personnel

Les avantages du personnel comprennent le fonds de retraite pour 2 158 500 € en application de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML.

	31/12/2010
Engagement de retraite au 01/01/2010	415 993 €
Contribution salariale	18 958 €
Provision retraite	1 723 549 €
Solde au 31/12/2010	2 158 500 €

Le total des droits à retraite acquis par le personnel, évalués par un actuare, se monte à :

Total des droits acquis au	
Au 31/12/2006	1 575 800 €
Au 31/12/2007	1 693 100 €
Au 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
Au 31/12/2009	1 880 900 €
Au 31/12/2010	2 158 500 €

Note 11 Bilans dans l'hypothèse d'une inscription de la totalité des droits acquis

Conformément au deuxième paragraphe de la résolution no. 27 de la 45^{ème} réunion du CIML reproduit ci-après :

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*

ACTIF	31/12/2009	31/12/2008
Actifs à court terme		
Disponibilités	960 454 €	838 707 €
Créances Etats membres	194 944 €	260 469 €
Autres créances	35 916 €	99 589 €
Charges constatées d'avance	19 059 €	8 040 €
TOTAL (I)	1 210 374 €	1 206 806 €
Actifs à long terme		
Immobilisations financières	79 254 €	65 040 €
<i>Terrain</i>	819 000 €	819 000 €
<i>Immeuble – murs</i>	1 099 280 €	1 135 015 €
<i>Agencements</i>	304 200 €	342 225 €
Matériel de transport		21 541 €
Matériel de bureau et informatique	6 475 €	11 235 €
Mobilier	18 871 €	19 956 €
Logiciels		
TOTAL (II)	2 327 079 €	2 414 013 €
TOTAL GENERAL (I à II)	3 537 453 €	3 620 818 €

PASSIF	31/12/2009	31/12/2008
Passifs à court terme		
Etats membres – avances		8 217 €
Autres dettes	73 674 €	127 014 €
Partie à court terme des emprunts		
Total passif à court terme (I)	73 674 €	135 232 €
Passifs à long terme		
<i>Avantages au personnel</i>	1 880 900 €	1 783 700 €
Autres provisions		
Total passif à long terme (II)	1 880 900 €	1 783 700 €
Actif net / Situation nette (III = Actif- I - II)	1 582 879 €	1 701 887 €
Apports en capital	55 324 €	55 324 €
<i>Réserves et report à nouveau</i>	1 646 563 €	1 980 567 €
<i>Résultat</i>	-119 008 €	-334 004 €
Total actif net (IV)	1 582 879 €	1 701 887 €
Solde net (III-IV)	0 €	0 €

Note 12 Analyse des autres provisions

Au cours de l'exercice, l'OIML n'a connu aucun litige.

Notes sur le Résultat

Note 13 Etats des abonnements des Membres Correspondants.

Aucune variation particulière n'est intervenue sur l'exercice

Note 14 Détails des produits et charges - exécution du budget

Les charges et produits s'analysent comme suit, en comparaison du budget voté par la Conférence en 2008:

Exécution du budget	2009	2009	2010	2010
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Personnel en activité		1 208 605 €		1 186 473 €
Retraites		-6 924 €		72 263 €
Total charges de personnel	1 229 000 €	1 201 681 €	1 302 000 €	1 258 736 €
Locaux	61 000 €	64 337 €	62 000 €	69 982 €
Frais de bureau	8 000 €	2 357 €	8 000 €	7 140 €
Impressions et Bulletin	41 000 €	45 551 €	42 000 €	23 699 €
Doc & Internet	26 000 €	17 539 €	27 000 €	20 686 €
Correspondance	20 000 €	27 064 €	20 000 €	20 028 €
Réunions	68 000 €	93 060 €	70 000 €	103 438 €
Voyages et missions	90 000 €	189 381 €	96 000 €	126 302 €
Divers	46 000 €	65 746 €	47 000 €	90 110 €
Amort. et provisions	61 000 €	48 172 €	62 000 €	1 807 728 €
Total charges autres que personnel	421 000 €	553 208 €	434 000 €	2 269 114 €
PRODUITS				
Contributions EM et Centre de trad.	1 607 000 €	1 577 600 €	1 656 000 €	1 695 800 €
Abonnements des MC	64 000 €	64 960 €	70 000 €	71 340 €
Bulletin	6 000 €	3 671 €	6 000 €	3 824 €
Revenus financiers	20 000 €	7 716 €	20 000 €	7 633 €
Revenus des Certificats et du MAA	61 000 €	80 162 €	63 000 €	69 549 €
Divers et exceptionnels		59 816 €		17 286 €
Autres				
Rep/prov. dépréciation actifs		3 343 €		15 412 €
Transferts de charges exploitation		375 €		4 279 €
Total produits	1 758 000 €	1 797 642 €	1 815 000 €	1 885 124 €
Résultat	108 000 €	42 754 €	79 000 €	-1 642 725 €

Note 15 Détail des dotations / reprises de provisions

Le total des dotations aux amortissements et aux provisions est de 1 708 137 € Concernant la dotation au Fonds de Pension, voir Note 10.

Dotation de l'exercice	2010	2009
Logiciels	951 €	
Buildings	35 735 €	1 345 €
Agencements	38 025 €	20 493 €
Matériel de transport		2 907 €
Matériel de bureau	1 135 €	2 957 €
Matériel informatique	4 042 €	2 628 €
Mobilier	4 290 €	4 243 €
Total dotation aux amortissements	84 179 €	34 572 €
Comptes clients	-15 412 €	13 600 €
Fonds de pension	1 723 549 €	-6 924 €
TOTAL dotations de l'exercice	1 708 137 €	6 676 €

Note 16 Détail des produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont de 1 € à la clôture de l'exercice et correspondent à la cession du véhicule.

Note 17 Détail des charges exceptionnelles

Au 31 décembre 2010, les charges exceptionnelles s'élèvent à 17 867 € et correspondent à des frais engagés suite à l'arrivée de Monsieur PATORAY en novembre et décembre.

4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves	Réévaluation Immeuble	Report à nouveau	Résultat	Total
Solde net au 01/01/2009	55 324 €	1 290 114 €		-442 723 €		902 715 €
Résultat de l'exercice					42 754 €	
Solde net au 31/12/2009	55 324 €	1 290 114 €		-442 723 €	42 754 €	945 468 €
Solde net au 01/01/2010	55 324 €	1 290 114 €		-399 970 €		945 468 €
Résultat de l'exercice			2 249 837 €		-1 642 725 €	
Solde net au 31/12/2010	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-399 970 €	-1 642 725 €	1 552 580 €

Le résultat annuel est totalisé au 1er janvier suivant dans le Report à nouveau.

Les réserves sont celles constatées et approuvées par la Conférence en 2008, sur la base des comptes de l'exercice 2007.

Les comptes de l'exercice 2009 ont été établis en comptabilisant la Provision pour pensions sur la base de la règle provisoirement acceptée par le CIML. Les comptes de l'exercice 2010 ont été établis en tenant compte d'une revalorisation de l'immeuble et de la comptabilisation de la totalité des droits acquis (voir Note 1 ci-dessus), ce qui explique la valeur du résultat 2010.

La décision d'affecter les résultats et le report à nouveau dans les réserves relèvera de la Conférence lors de sa réunion de 2012, sur la base des comptes de l'exercice 2011.

5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2010

	2010	2009
Solde des activités	-1 642 725	42 754
+/- Dotations - reprises aux amortissements et provisions	1 792 316	-56 132
+ Valeur nette comptable des immobilisations cédées	0	18 634
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	149 591	5 256
+/- Variation du BFR lié à l'activité	82 824	150 419
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	232 415	155 675
- Décaissements liés à l'acquisition d'immobilisations	-13 816	-19 714
+/- Variation des prêts et avances consentis	30 644	-14 214
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT	16 828	-33 928
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	249 243	121 747
TRESORERIE D'OUVERTURE	960 454	838 707
TRESORERIE DE CLOTURE	1 209 697	960 454
ECART	0	0



Annual accounts for the year 2010

Report established on 28 February 2011

Translated into English by the BIML

SUMMARY

1	Balance sheet as of 31 december 2010	3
2	Income statement for 2010.....	4
3	Notes to the financial statements.....	4
	Accounting rules and methods	5
	Notes on the balance sheet	9
	Notes on the income statement	16
4	Statement of changes in net assets/equity	17
5	Cash-flow statement at 31 decembre 2010	18

1 BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER 2010

ASSETS	31/12/2010	31/12/2009
Current assets		
Cash	1 209 697 €	960 454 €
Member States receivables	50 874 €	92 102 €
Corresponding Members receivables	63 203 €	73 703 €
Orther receivables – Certificats	40 425 €	29 139 €
Other receivables	39 699 €	35 916 €
Prepayments	8 858 €	19 059 €
TOTAL (I)	1 412 755 €	1 210 374 €
Non current assets		
Long term investments	48 610 €	79 254 €
Land	819 000 €	
Building - walls	1 135 015 €	4 723 €
Fittings	342 225 €	115 440 €
Transport equipment		
Office equipment	12 002 €	6 475 €
Furniture	15 037 €	18 871 €
Software	1 703 €	
TOTAL (II)	2 373 592 €	224 762 €
General total (I to II)	3 786 348 €	1 435 136 €

LIABILITIES	31/12/2010	31/12/2009
Current liabilities		
Member States payables		
Other payables	75 267 €	73 674 €
Total current liabilities	75 267 €	73 674 €
Non current liabilities		
Employee benefits	2 158 500 €	415 993 €
Other provisions		
Total passif à long terme (II)	2 158 500 €	415 993 €
Net assets	1 552 580 €	945 468 €
Capital	55 324 €	55 324 €
Revaluation Building	2 249 837 €	
Reserves and accumulated results	890 144 €	847 391 €
Result of the year	-1 642 725 €	42 754 €
Total net assets	1 552 580 €	945 468 €
Balance	0 €	0 €

2 INCOME STATEMENT FOR 2010

OPERATING INCOME	31/12/2010	31/12/2009
Member States contributions	1 767 140 €	1 642 560 €
Other operating income	90 562 €	122 916 €
Total Operating income	1 857 702 €	1 765 476 €
OPERATING EXPENSES		
Staff expenses	1 258 736 €	1 201 681 €
Operating expenses	437 408 €	475 250 €
Depreciations	84 179 €	34 572 €
Endowment to provisions for doubtful debts		13 600 €
Provision for retirement	1 723 549 €	
Other operating expenses	-14 037 €	-3 343 €
Total operating expenses	3 489 836 €	1 721 760 €
OPERATING RESULT	-1 632 134 €	43 716 €
Financial result	7 275 €	7 845 €
Extraordinary result	-17 866 €	-8 807 €
Total non operating results	-10 592 €	-962 €
NET RESULT	-1 642 725 €	42 754 €

3 NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

The financial year covers the period of 1st January 2010 to 31 December 2010.

The accounts were closed by the BIML Director on 28 February 2011 according to the provisions of Article 20 of the OIML Financial Regulations.

The financial statements established according to Annex 3 of the Financial Regulations include the following: balance sheet, income statement, notes to the financial statements, statement of changes in net assets/equity, cash flow statement.

The following notes or tables are therefore part of the presentation of the annual financial statements:

Note 1	Main accounting methods	5
Note 2	Cash and investment details	9
Note 3	Member States balance analysis.....	9
Note 4	Other receivables details	12
Note 5	Prepayments detail	12
Note 6	Long term investments details.....	12
Note 7	Long term receivables detail	12
Note 8	Fixed assets and accumulated depreciations state	13
Note 9	Other payables detail	13

Note 10	Employee benefits detail	14
Note 11	Balance sheet in case of full accounting of the rights for pensions.....	14
Note 12	Other provisions analyzis	15
Note 13	Subscription detail.....	16
Note 14	Other operating revenu and income detail - Execution of the budget.....	16
Note 15	Depreciation and recovering detail.....	17
Note 16	Extraordinary income detail	17
Note 17	Extraordinary expenses detail.....	17

Accounting rules and methods

Note 1 Main accounting methods

The OIML financial statements are established according to the international public sector accounting standards, IPSAS, issued by the Public Sector Committee of the IFAC (International Federation of Accountants). When IPSAS standards are not available, the IAS (IFRS) standards are implemented.

Reference currency

The OIML Financial Regulations as revised as of 1st January 2006 says in its Article 2 that the accounting unit provided for in the Convention (Article XXIV) is the Gold Franc whose exchange rate with the French Franc is indicated by the Banque de France.

However, Council Regulation (EC) No. 974/98 of 3 May 1998 replaced the French Franc by the Euro starting from 1 January 1999 and sets forth that "References to national monetary units contained in legal instruments in force as of the end of the transitional period must be construed as references to the Euro unit by applying the respective conversion rates". Accordingly, the Banque de France did not maintain the "Gold Franc" accounting unit.

On the basis of these provisions, the various financial statements and accounting documents of OIML shall be maintained in Euros.

Main methods used

The general accounting principles have been applied, respecting the principle of prudence, in conformity with the base hypothesis of continuity of operation, of permanence of the methods from one year to another and of independence of the yearly periods and in conformity with the provisions of the OIML Financial Regulations (FR) revised as of 1st January 2006.

Tangible fixed assets (FR- article 4.1)

The land, buildings, equipment and facilities owned by the OIML are valued in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting reproduced below :

The Committee took note of the report on the pension system and of the comments made by Mr. Peter Mason and Dr. Philippe Richard.

The Committee noted that the re-evaluated assets cover much more than the value of the rights acquired and that there will be no need to call for any additional Member State contributions to face this liability.

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*
- *include in the revision of the OIML Financial Regulations this implementation of the IPSAS standards, and specify the rules and periodicity for the re-evaluation of the OIML building in the OIML assets*

This is reflected in the revaluation of fixed assets and the recognition of revaluation surplus in shareholders'equity at 1st January 2010.

Other facilities and equipment owned by the OIML are recognised at their historical cost less depreciation

Depreciation is calculated on a straight-line basis, in order to spread the cost of each asset over the asset's useful life estimated as follows:

* Land	No depreciation
* Buildings, wall	50 years
* Buildings, roof, renovation	20 years
* Buildings, fittings.....	10 years
* Fittings, improvements and facilities	5 à 10 years
* Other tangible fixed assets	3 à 10 years

Intangible fixed assets (FR- article 4.2)

The cost of capitalised software is depreciated on a straight-line basis over a useful life not exceeding 3 years.

Financial assets (FR- article 4.3)

Financial assets include in particular loans to employees.

Financial instruments (FR article 5)

Within the limits set by the Committee and subject to the Committee's control, the Director is authorised to invest the Organisation's cash and cash equivalents, either in securities or in instruments readily tradable in the short term within any of the Member States of the Organisation, or even in long-term investments.

Any interest, dividends and gains on financial instruments, whether realised or not, shall be recognised as revenues and expenses in the income statement.

Financial assets and liabilities are marked to market as of the closing date.

Specific services related to contracts – work in progress (FR article 6)

The Bureau may execute contracts with any International or Regional Organisation in order to carry out specific works and services funded by such organisations and falling within the scope of competence of the Organisation and in accordance with its objectives (e.g. translation of OIML

publications into a language other than English or French). The objectives and terms of such contracts shall be submitted for prior approval to the Committee.

The revenues and expenses related to services rendered over several financial years under such contracts shall give rise to accounting adjustments in order to meet the revenue recognition rules set out in Article 8. (Revenue recognition : cf. below).

Trade receivables

Contributions due by Member States and in arrears as of the close of a budget year shall be deemed receivables of the Organisation and posted as such as assets until actual collection.

The case of defaulting Member States is addressed in accordance with Article XXIX of the OIML Convention: the radiation of a Member State who reached or exceeded three years of arrears is automatically registered by the BIML Director.

If a Member State is struck off the list of Member States, contributions due by the Member State concerned shall be provisioned as doubtful receivables. However, such receivables shall remain on the balance sheet unless the Conference decides to cancel them.

Advances and down payments related to expenses of the following financial year (e.g. down payments made for the organisation of meetings, down payments related to works, etc.) may be posted as amounts due by suppliers.

Advances received from clients in connection with contracts referred to under Article 6 are posted as “amounts due to clients” on the liabilities side of the balance sheet.

Revenue recognition

Revenues are recognised according to the accrual method.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members are recognised on their due date, i.e. the commencement date of the financial year.

Financial revenues are recognised during the financial year during which they accrue.

Other revenues, including expense repaid by third parties, are recognised when accruing to the OIML, either under the terms of executed contracts or, in the absence of any contract, upon issuing the invoice or the request for payment.

Contributions due by Member States and fees due by Corresponding Members representing the partial or total payment of amounts due for following years are posted as amounts due by the Organisation to such Members.

Reserves

Annual net income, whether positive or negative, is systematically posted to retained earnings during the entire financial period defined in Article 1. At the end of each financial period, the Conference decides whether the relevant amounts are to be posted to the reserves.

Provisions

Provisions are recognised when the OIML is legally or implicitly bound by any obligation resulting from past events, and where it is likely that performance of such an obligation shall entail the use of

resources without any likely consideration and it is possible to make a reliable estimate of the amount of the relevant obligation.

Employees benefits

The pension earned were evaluated in different ways during the years 2008 and 2009.

Under the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting, the pension rights acquired are valued by an actuary and are presented in Note 10.

They are subject to an allowance for expenses determined in accordance with IPSAS. This results in an extraordinary loss on the current year corresponding to the entry on the liabilities of the provision for pensions calculated in accordance with IPSAS in comparison to the assessments given to the previous year under the previous rule.

For comparison with the year 2009, the tables in Note 11 accounts show reconstructed according to this rule.

Borrowing

OIML is not authorised to borrow.

Extraordinary revenues and expenses

The Bureau's Director may account for the amount of losses or gains arising in connection with any funds, asset disposals, inventories or other assets, provided that a statement listing all such amounts shall be submitted to the Committee and the Conference, taking into account in particular all differences between theoretical contributions due by Member States and actual payments, insofar as such differences are sufficiently small and do not correspond to foreign exchange differences related to financial revenues or expenses.

Voluntary contributions – bequests and donations

The Bureau's Director may accept voluntary contributions as well as bequests and donations, whether or not in cash, provided that the same are offered for purposes compatible with the Organisation's policies, goals and operations.

The acceptance of any contributions entailing, whether directly or indirectly, any additional financial commitment for the Organisation is subject to prior approval by the Conference or, in case of emergency, by the Committee.

Contributions in movable or immovable property are valued in monetary units and posted on the Organisation's balance sheet.

Notes on the balance sheet

Note 2 Cash and investment details

Details of cash	31/12/2010	31/12/2009
Caisse d'Epargne	645 091 €	339 328 €
Banque de France	199 734 €	190 186 €
Chèques Postaux	56 566 €	66 539 €
Crédit Lyonnais	189 232 €	199 983 €
Caisse	1 420 €	1 184 €
Banque de Berne	8 889 €	71 958 €
Banque de France – Traduction Center	102 013 €	85 513 €
Interest to be received	6 752 €	5 763 €
Total	1 209 697 €	960 454 €

Note 3 Member States balance analysis

The receivables are analyzed as follows:

Receivables	31/12/2010	31/12/2009
Member States	327 116 €	383 757 €
Corresponding Members	63 203 €	73 703 €
Other clients	40 425 €	29 139 €
Invoices to establish		
Provisions for doubtful debts	-276 243 €	-291 655 €
Total	154 502 €	194 944 €

The detail of Member States and Corresponding Members balance is shown below:

Etats Membres	Situation at 31/12/2010	Situation at 31/12/2009
ALGERIE	26 010	26 010
ARABIE SAOUDITE	13 685	13 685
CAMEROUN	79 138	79 138
R.P.D. De Corée	25 703	25 703
CUBA	13 900	13 200
EGYPTE	13 900	
ETHIOPIE	38 630	38 630
GRECE – Avance	-400	
GUINEE	36 009	36 009
IRAN	27 800	27 200
IRLANDE – Avance	-14 200	
ITALIE	5 205	
KENYA	428	5 161
LIBAN	35 689	35 689
NORVEGE – Avance	-14 200	-13 900
NVLE ZELANDE – Avance	-14 200	
PAKISTAN		13 600
POLOGNE – Avance	-28 400	-27 800
SRI LANKA	21 346	21 346
TANZANIE	13 900	13 600
TUNISIE – Avance	-13 900	
ZAMBIE	61 073	76 486
	327 116	383 757

Membres Correspondants	Situation at 31/12/2010	Situation at 31/12/2009
ARGENTINE	4 390	4 994
BARHEIN		2 140
BANGLADESH	1 230	6 114
BARBADE	3 160	3 160
BENIN	6 066	4 836
BOSNIE-HERZEGOVINE	-1 020	-1 020
BOTSWANA	3 477	2 247
BURKINA FASO	6 114	5 799
COMORES	9 172	7 942
R.P.D. De Corée	1 230	
REPUBLIQUE DOMINICAINE	2 350	1 120
EMIRATS ARABES UNIS		1 120
FIDJI		5 544
GABON	5 254	4 024
GUATEMALA	-1 120	1 020
ISLANDE		2 140
KOWEIT	5 094	5 094
LETTONIE	-110	
LIBYE	-5 867	-7 097
MADAGASCAR	132	104
MONGOLIE	-1 120	-1 120
MONTENEGRO	110	-1 120
MOZAMBIQUE		1 020
NEPAL	3 370	2 140
NICARAGUA	7 344	6 114
OMAN		1 120
OUZBEKISTAN	122	110
PANAMA		4 180
PAPOUASIE – NOUVELLE GUINEE	183	1 120
QUATAR	1 230	
RWANDA	2 140	2 140
SINGAPOUR		1 044
SOUDAN	1 330	100
SYRIE		1 120
TADJIKISTAN	5 515	4 285
TRINITE & TOBAGO	1 029	1 020
UEMOA	2 350	1 120
UKRAINE	49	1 120
URUGUAY		-1 090
	63 203	73 703

The provisions for doubtful debts of Members are the following:

Country	Provision au 31/12/2010	Provision au 31/12/2009
REP. POP. DEM. DE COREE	25 703 €	25 703 €
CAMEROUN	79 138 €	79 138 €
GUINEE	36 009 €	36 009 €
ETHIOPIE	38 630 €	38 630 €
LIBAN	35 689 €	35 689 €
ZAMBIE	61 073 €	76 486 €
Total provisions	276 243 €	291 655 €

Note 4 Other receivables details

The other receivables amounting to 39 699 € essentially comprise a balance of input VAT amounting to 28 602 € and the refund due from a supplier in an amount overpaid by 8 230 €

Note 5 Prepayments detail

The prepayments, which amount to 8 858 € include principally payments of annual services or subscriptions of which part is allocated to the year 2011.

Note 6 Long term investments details

This account, amounting to 48 610 € includes deposits and guarantees for 420 € and loans to employees for 48 190 € distributed as follows:

Loans to employees	31/12/2010	< 1 year	from 1 to 5 years	> 5 years
Total	48 190 €	23 320 €	24 870 €	

Note 7 Long term receivables detail

No long term receivable appears except the part of loans exceeding 1 year (Cf. Note 6).

Note 8 Fixed assets and accumulated depreciations state

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Depreciation	Net	Brut	Depreciation	Net
Buildings	9 745 €	8 043 €	1 703 €	7 091 €	7 091 €	
Land	819 000 €		819 000 €			
Building – wall	1 170 750 €	35 735 €	1 135 015 €	67 230 €	62 507 €	4 723 €
Fittings	380 250 €	38 025 €	342 225 €	272 406 €	156 966 €	115 440 €
Vehicles				31 944 €	31 944 €	
Office equipment	86 664 €	86 359 €	305 €	86 664 €	85 224 €	1 440 €
IT equipment	117 808 €	106 111 €	11 698 €	107 103 €	102 069 €	5 035 €
Furniture	65 464 €	50 427 €	15 037 €	65 007 €	46 136 €	18 871 €
TOTAL 31/12	2 649 681 €	324 699 €	2 324 982 €	637 446 €	491 938 €	145 508 €
TOTAL 01/01	637 446 €	491 938 €	145 508 €	660 813 €	481 813 €	179 001 €
Variation	2 012 236 €	-167 238 €	2 179 474 €	-23 368 €	10 125 €	-33 492 €

The increase of the fixed assets is explain by the revaluation of the property for an amount of 2 340 000 € and the box for a total of 30 000 €

Note 9 Other payables detail

The other debts are short term debts and include the following:

	31/12/2010	31/12/2009
OIML pensions	18 203 €	17 933 €
Urssaf	19 393 €	20 395 €
Ircantec	5 308 €	4 986 €
Health insurance	3 893 €	4 031 €
Foresight	6 336 €	
Wages due	174 €	
Annual leave	13 887 €	11 976 €
Social debts	67 193 €	59 320 €
Suppliers	1 205 €	6 290 €
Invoices to receive	6 869 €	8 064 €
Total	8 074 €	14 354 €

Note 10 Employee benefits detail

Employee benefits include pension funds to 2 158 500 € in accordance with resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting.

	31/12/2010
Provision for pensions at 01/01/2010	415 993 €
Staff contribution	18 958 €
Provision for retirement	1 723 549 €
Provision at 31/12/2010	2 158 500 €

The total of rights acquired, evaluated by an actuary, amounts to:

Total of rights acquired at	
At 31/12/2006	1 575 800 €
At 31/12/2007	1 693 100 €
At 31/12/2008 (interpolation)	1 783 700 €
At 31/12/2009	1 880 900 €
At 31/12/2030	2 158 500 €

Note 11 Balance sheet in case of full accounting of the rights for pensions

According to the second paragraph of the resolution no. 27 of the 45th CIML Meeting reproduced below:

The Committee instructed the Bureau to:

- *implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the reevaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;*
- *prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and*

ASSETS	31/12/2009	31/12/2008
Current assets		
Cash	960 454 €	838 707 €
Member States receivables	194 944 €	260 469 €
Other receivables	35 916 €	99 589 €
Prepayments	19 059 €	8 040 €
Total (I)	1 210 374 €	1 206 806 €
Non current assets		
Long term investments	79 254 €	65 040 €
<i>Land</i>	<i>819 000 €</i>	<i>819 000 €</i>
<i>Building - walls</i>	<i>1 099 280 €</i>	<i>1 135 015 €</i>
<i>Fittings</i>	<i>304 200 €</i>	<i>342 225 €</i>
Transport equipment		21 541 €
Office equipment	6 475 €	11 235 €
Furniture	18 871 €	19 956 €
Software		
Total (II)	2 327 079 €	2 414 013 €
General total (I to II)	3 537 453 €	3 620 818 €

LIABILITIES	31/12/2009	31/12/2008
Current liabilities		
Member States payables		8 217 €
Other payables	73 674 €	127 014 €
Other short term liabilities		
Total current liabilities (I)	73 674 €	135 232 €
Non current liabilities		
<i>Employee benefits</i>	<i>1 880 900 €</i>	<i>1 783 700 €</i>
Other provisions		
Total non current liabilities (II)	1 880 900 €	1 783 700 €
Net assets	1 582 879 €	1 701 887 €
Capital	55 324 €	55 324 €
<i>Reserves and accumulated results</i>	<i>1 646 563 €</i>	<i>1 980 567 €</i>
<i>Result of the year</i>	<i>-119 008 €</i>	<i>-334 004 €</i>
Total net assets	1 582 879 €	1 701 887 €
Balance	0 €	0 €

Note 12 Other provisions analyzis

The OIML did not have any dispute during the year.

Notes on the income statement

Note 13 Subscription detail

No noticeable variation appeared during this year.

Note 14 Other operating revenue and income detail - Execution of the budget

Charges and income are analyzed below, in comparison with the budget voted by the Conference in 2008:

Budget realization	2009	2009	2010	2010
	Voté	Réalisé	Voté	Réalisé
CHARGES				
Active staff		1 208 605 €		1 186 473 €
Pension System		-6 924 €		72 263 €
Total staff costs	1 229 000 €	1 201 681 €	1 302 000 €	1 258 736 €
Premises	61 000 €	64 337 €	62 000 €	69 982 €
Office costs	8 000 €	2 357 €	8 000 €	7 140 €
Printing & Bulletin	41 000 €	45 551 €	42 000 €	23 699 €
Doc & Internet	26 000 €	17 539 €	27 000 €	20 686 €
Correspondence	20 000 €	27 064 €	20 000 €	20 028 €
Meetings	68 000 €	93 060 €	70 000 €	103 438 €
Travel & accommodation	90 000 €	189 381 €	96 000 €	126 302 €
Misc.	46 000 €	65 746 €	47 000 €	90 110 €
Deprec. & provisions	61 000 €	48 172 €	62 000 €	1 807 728 €
Total charges other than staff	421 000 €	553 208 €	434 000 €	2 269 114 €
INCOME				
MS Contributions & translation center	1 607 000 €	1 577 600 €	1 656 000 €	1 695 800 €
CM Fees	64 000 €	64 960 €	70 000 €	71 340 €
Bulletin	6 000 €	3 671 €	6 000 €	3 824 €
Financial income	20 000 €	7 716 €	20 000 €	7 633 €
Income Certificates and MAA	61 000 €	80 162 €	63 000 €	69 549 €
Misc. And exc. Income		59 816 €		17 286 €
Others				
Provision on doubtful debts recovered		3 343 €		15 412 €
Transfer of operating charges		375 €		4 279 €
Total income	1 758 000 €	1 797 642 €	1 815 000 €	1 885 124 €
Result	108 000 €	42 754 €	79 000 €	-1 642 725 €

Note 15 Depreciation and recovering detail

The total of endowments to depreciations and to provisions is 1 708 137 € Concerning the endowment to the provision for pensions, see Note 10.

Annual endowment	2010	2009
Software	951 €	
Buildings	35 735 €	1 345 €
Fittings	38 025 €	20 493 €
Transport equipment		2 907 €
Office equipment	1 135 €	2 957 €
IT equipment	4 042 €	2 628 €
Furniture	4 290 €	4 243 €
Total endowment to depreciations	84 179 €	34 572 €
Clients accounts	-15 412 €	13 600 €
Pension system	1 723 549 €	-6 924 €
TOTAL annual endowments	1 708 137 €	6 676 €

Note 16 Extraordinary income detail

The extraordinary income are 1 € at the closure of the accounts and correspond to the sale of the vehicle.

Note 17 Extraordinary expenses detail

As of the 31 December 2010, the extraordinary expenses amount to 17 867 € and correspond to the costs incurred following the arrival of Mr. PATORAY in November and December.

4 STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS/EQUITY

	Capital	Reserves	Revaluation Building	Accumulated results	Result	Total
Net at 01/01/2009	55 324 €	1 290 114 €		-442 723 €		902 715 €
Result of the year					42 754 €	
Net at 31/12/2009	55 324 €	1 290 114 €		-442 723 €	42 754 €	945 468 €
Net at 01/01/2010	55 324 €	1 290 114 €		-399 970 €		945 468 €
Result of the year			2 249 837 €		-1 642 725 €	
Net at 31/12/2010	55 324 €	1 290 114 €	2 249 837 €	-399 970 €	-1 642 725 €	1 552 580 €

The annual result is added at the next 1st January in the accumulated result.

The reserves are those approved by the Conference in 2008, based on the 2007 accounts.

The 2007 accounts were established including in the provision for pensions the totality of rights acquired by the personnel (IPSAS rule), which explains the low level of reserves. At the occasion of the 2008 accounts, the provision for pensions was reevaluated according to the provisional rule accepted by the CIML (see Note 1 above), which explains the value of the result for 2008.

The decision to allocate the accumulated results to the reserves will pertain to the Conference at its 2012 meeting, based on the 2011 accounts.

5 CASH-FLOW STATEMENT AT 31 DECEMBER 2010

	2010	2009
Balance of activities	-1 642 725	42 754
+/- Net endowment to depreciations and provisions	1 792 316	-56 132
+ Nett Value of assets sold	0	18 634
CAPACITY TO AUTOFINANCE	149 591	5 256
+/- Variation in the Working Capital requirement related to the activity	82 824	150 419
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY THE ACTIVITY	232 415	155 675
- Outgoing related to the acquisitions of assets	-13 816	-19 714
+/- Variation of loans and advances granted	30 644	-14 214
NET FLUX OF CASHFLOW GENERATED BY TH INVESTMENT	16 828	-33 928
VARIATION IN NET CASHFLOW	249 243	121 747
OPENING CASH	960 454	838 707
CLOSING CASH	1 209 697	960 454
DIFFERENCE	0	0

Budget pour la période 2009-2012 voté par la 13ème Conférence en 2008.

	<i>Estimation 2008</i>	2009	2010	2011	2012
1.1.1 Budget principale					
Produits					
Contributions des Etats Membres ¹	<i>1 554 k€</i>	1 591 k€	1 640 k€	1 676 k€	1 740 k€
Membres Correspondants	<i>58 k€</i>	64 k€	70 k€	76 k€	83 k€
Bulletin	<i>6 k€</i>	6 k€	6 k€	6 k€	6 k€
Centre de traduction	<i>16 k€</i>	16 k€	16 k€	16 k€	16 k€
Produits financiers	<i>20 k€</i>	20 k€	20 k€	20 k€	20 k€
Total des Produits	<i>1 654 k€</i>	1 697 k€	1 752 k€	1 794 k€	1 865 k€
Charges					
Personnel (sans Certificats et MAA)	<i>1 106 k€</i>	1 173 k€	1 243 k€	1 317 k€	1 396 k€
Loceaux et fonctionnement	<i>198 k€</i>	202 k€	206 k€	210 k€	214 k€
Amortissements	<i>60 k€</i>	61 k€	62 k€	64 k€	65 k€
Voyages et missions	<i>85 k€</i>	90 k€	96 k€	101 k€	107 k€
Réunions	<i>65 k€</i>	68 k€	70 k€	73 k€	76 k€
Etudes, rapports d'experts					
Provisions	<i>0 k€</i>	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Total charges	<i>1 514 k€</i>	1 594 k€	1 677 k€	1 765 k€	1 858 k€
Résultat principal	<i>140 k€</i>	103 k€	75 k€	29 k€	7 k€
1.1.2 Certificats et MAA					
Produit des Certificats	<i>28 k€</i>	61 k€	63 k€	64 k€	66 k€
Charges de personnel	<i>53 k€</i>	56 k€	59 k€	63 k€	66 k€
Résultat des Certificats et du MAA	<i>- 25 k€</i>	5 k€	4 k€	1 k€	0 k€
1.1.3 Résultat global	<i>115 k€</i>	108 k€	79 k€	30 k€	7 k€

¹ Il est prévu que le nombre d'Etats Membres augmente de 59 à 61 pendant cette période.

Budget for the 2009-2012 period voted by the 13th Conference in 2008.

	<i>2008 forecasts</i>	2009	2010	2011	2012
1.1.1 Principal budget					
Resources					
Member State Contributions ¹	<i>1 554 k€</i>	1 591 k€	1 640 k€	1 676 k€	1 740 k€
Corresponding Member fees	<i>58 k€</i>	64 k€	70 k€	76 k€	83 k€
Bulletin	<i>6 k€</i>	6 k€	6 k€	6 k€	6 k€
Translation Center	<i>16 k€</i>	16 k€	16 k€	16 k€	16 k€
Financial income	<i>20 k€</i>	20 k€	20 k€	20 k€	20 k€
Total resources	<i>1 654 k€</i>	1 697 k€	1 752 k€	1 794 k€	1 865 k€
Charges					
Staff (without Certificates or the MAA)	<i>1 106 k€</i>	1 173 k€	1 243 k€	1 317 k€	1 396 k€
Premises and office costs	<i>198 k€</i>	202 k€	206 k€	210 k€	214 k€
Depreciation	<i>60 k€</i>	61 k€	62 k€	64 k€	65 k€
Travel and accommodation	<i>85 k€</i>	90 k€	96 k€	101 k€	107 k€
Meetings	<i>65 k€</i>	68 k€	70 k€	73 k€	76 k€
Studies, experts					
Provisions	<i>0 k€</i>	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€
Total charges	<i>1 514 k€</i>	1 594 k€	1 677 k€	1 765 k€	1 858 k€
Principal result	<i>140 k€</i>	103 k€	75 k€	29 k€	7 k€
1.1.2 Certificates and the MAA					
Income from Certificates	<i>28 k€</i>	61 k€	63 k€	64 k€	66 k€
Staff costs	<i>53 k€</i>	56 k€	59 k€	63 k€	66 k€
Certificates and MAA result	<i>- 25 k€</i>	5 k€	4 k€	1 k€	0 k€
1.1.3 Final result	<i>115 k€</i>	108 k€	79 k€	30 k€	7 k€

¹ It is estimated that the number of Member States will increase from 59 to 61 during this period.

Resolution 27 from the 45th CIML Meeting (Orlando, 2010)

Resolution 27:

The Committee took note of the report on the pension system and of the comments made by Mr. Peter Mason and Dr. Philippe Richard.

The Committee noted that the re-evaluated assets cover much more than the value of the rights acquired and that there will be no need to call for any additional Member State contributions to face this liability.

The Committee instructed the Bureau to:

- implement the IPSAS standards for the 2010 accounts, by registering the full rights acquired in the OIML liabilities and the re-evaluated value of the BIML buildings in the OIML assets;
- prepare a presentation of the 2008 and 2009 accounts along these lines with a view to presenting them at the 14th OIML Conference; and
- include in the revision of the OIML Financial Regulations this implementation of the IPSAS standards, and specify the rules and periodicity for the re-evaluation of the OIML building in the OIML assets.